

A sa réunion des 10-12 mars 1983, le bureau de la section Canada de l'Église luthérienne d'Amérique a adopté la résolution suivante:

Il est résolu que l'ELA-SC, vu les positions déjà adoptées, marque son opposition au projet de loi C-95 et que le gouvernement en soit informé.

Aujourd'hui, j'ai reçu un télégramme du chef de la direction de l'Église dans la société de l'Église unie du Canada, signé du Révérend Robert G. Lindsey. Voici:

Il est temps de freiner la promotion étatique du jeu au Canada. L'Église unie du Canada préoccupée par le refus du gouvernement de comprendre son devoir d'appuyer la morale au Canada plutôt que de la saper. Espérons que vous ferez le maximum pour empêcher le projet C-95 de devenir loi canadienne. Nous rappelons le mémoire du Comité des Églises sur le jeu et les loteries, communiqué au comité des communications et de la culture le 14 décembre 1982 concernant C-95, et qui vous a été envoyé par la suite.

J'espère que le gouvernement et les fonctionnaires qui sont à l'origine de ce projet de loi, ne considéreront pas l'argumentation invoquée contre le projet de loi C-95 comme émanant d'un autre âge. Il s'agit des fondements mêmes de notre société—la décence, la morale, le soutien de la morale par l'État. Le projet de loi C-95 y est contraire, et je m'y oppose.

M. Bill McKnight (Kindersley-Lloydminster): Monsieur le Président, je désire prendre part à ce débat sur le projet de loi C-95, mais je l'aborde dans le même esprit que mes collègues qui ont déjà parlé. Ce projet de loi est censé être le fin du fin, dans les avantages proposés aux Canadiens par le gouvernement, mais je n'ai pas entendu un seul député du gouvernement essayer de présenter les avantages que l'on peut tirer des loteries.

En 1979, lorsque le gouvernement conservateur était au pouvoir, le député d'Edmonton-Nord (M. Paproski) était ministre chargé de la condition physique et du sport amateur. En accord avec les provinces, lui et le cabinet ont décidé que si les provinces désiraient imposer des taxes par l'intermédiaire des loteries, elles pouvaient le faire, mais qu'en leur remettant sa compétence en ce domaine, le gouvernement fédéral en tirerait certains avantages. A ce jour, il a reçu presque 100 millions de dollars, mais maintenant, il essaie de retourner dans le domaine des loteries, le domaine du jeu.

Je viens d'une région où les hommes et les femmes qui vivent à la ferme jouent régulièrement—avec la nature et leurs compétences. Je ne pense pas qu'ils aient besoin de loteries pour stimuler leur rythme cardiaque, il est stimulé chaque année lorsqu'il ne pleut pas ou lorsqu'il grêle ou lorsque la nature a quelque autre contretemps.

Qu'est-ce que le gouvernement a fait de ces 100 millions? L'équipe de ski B a dû revenir l'an dernier et certains de ses membres ont été facturés pour avoir représenté le pays. Le gouvernement prétendait qu'il n'avait plus d'argent pour ces athlètes—mais il avait reçu 100 millions et il avait les recettes générales du pays qui lui permettaient de subventionner ces jeunes gens et ces jeunes filles. Au lieu de ça, il leur a facturé des frais additionnels et des frais de voyage.

A l'article 14, le projet de loi définit les objectifs de la société de la façon suivante:

(1) La Société a pour mission: a) d'organiser, d'exploiter et de gérer, seule ou conjointement avec le ou les gouvernements provinciaux avec lesquels elle a

conclu un accord à cette fin et conformément aux règlements pris en application de l'article 16, des paris collectifs;

C'est déjà en place, monsieur le Président. La seule différence, c'est que ce sont les provinces qui en ont le contrôle. Les provinces montrent la voie et si elles estiment que c'est la façon dont elles veulent aider, la façon dont elles veulent imposer les loteries à leurs habitants, c'est parfait.

Pourquoi le gouvernement fédéral irait-il encore plus loin dans le domaine fiscal—car il s'agit purement et simplement d'imposition et cela n'a rien du tout à voir avec les loisirs. On nous rebat les oreilles avec les Olympiques de Calgary, mais je ne pense pas qu'un député quelconque de la Chambre refuse-rait aux Olympiques de Calgary le financement qui serait nécessaire. Personne n'aurait refusé non plus de l'argent aux Olympiques de Montréal. Il n'est pas nécessaire, monsieur le Président, d'adopter ce projet de loi pour financer les Jeux olympiques de Calgary. Je voudrais qu'un ministériel explique pourquoi il faut établir une loterie pour tenir des jeux olympiques, c'est-à-dire une rencontre grandiose entre des jeunes hommes et femmes de tout le Canada et des athlètes du monde entier. Pourquoi créer une loterie à cet effet? Qui plus est, les Jeux olympiques ne sont pour ainsi dire qu'au quatrième rang sur la liste, monsieur le Président. Il est dit, au paragraphe 18(3) du projet de loi:

● (2030)

Il doit être prélevé, sur le Fonds du revenu consolidé, les versements effectués en application du présent article, au titre des actions de subventionnement ou de soutien pour une ou plusieurs des affectations suivantes:

a) activités dans les domaines ci-après:

- (i) arts et culture,
- (ii) sport amateur et conditionnement physique,
- (iii) recherche médicale et sanitaire;

Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M^{me} Bégin) a condamné à la Chambre certaines des méthodes auxquelles les provinces ont recours pour assurer des soins de santé, puisque le gouvernement fédéral ne fournit pas suffisamment de fonds à cet égard. Et voilà que ce gouvernement établit une loterie, monsieur le Président . . .

M. Paproski: Et elle déteste cela.

M. McKnight: Mon collègue, le député d'Edmonton-Nord (M. Paproski) dit que le ministre est contre les loteries et avec raison. Si je me souviens bien, elle a dit en comité qu'elle méprisait le système des loteries.

Pourtant, monsieur le Président, la loterie établie dans ce projet de loi aidera à financer, entre autres, la recherche médicale et sanitaire. De toute évidence, monsieur le Président, la recherche médicale et sanitaire revêt une trop grande importance pour être reliée au jeu. Nous, Canadiens, devrions pouvoir nous offrir ce type de recherche sans être obligés d'agir aux dépens de ceux qui veulent réaliser un rêve, qui, séduits par la solution de facilité, risquent effectivement ce qu'ils possèdent parce que cela leur semble plus simple. La majorité de ces gens savent très bien au fond que leurs chances de gagner sont minimes, mais on joue \$5 ou \$10.